



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

142^e ASSEMBLÉE DE L'UIP

Session en ligne, 24-28 mai 2021

Assemblée
Point 1

A/142/1-DR
17 mai 2021

Résumé du Président sur le débat relatif au thème principal de la 142^e Assemblée de l'UIP

Surmonter la pandémie aujourd'hui et mieux construire l'avenir : le rôle des parlements

Le présent résumé complète les débats qui ont eu lieu autour du thème général de la 142^e Assemblée en s'inspirant des délibérations qu'ont tenues du 26 au 28 avril les quatre Commissions permanentes de l'UIP (Paix et sécurité internationale, Développement durable, Démocratie et droits de l'homme, et Affaires des Nations Unies). Il s'inspire aussi des délibérations du Forum des femmes parlementaires qui se sont déroulées le 10 mai 2021 et de celles du Forum des jeunes parlementaires du 13 mai 2021. Il reprend les messages clés qui ressortent des exposés des experts et des interventions des participants. Il est proposé comme contribution à la réponse globale de l'UIP à la pandémie de COVID-19 et à la nécessité de "mieux construire l'avenir".

Les parlementaires participant aux sessions des Commissions de l'Assemblée et des Forums des femmes parlementaires et des jeunes parlementaires ont été unanimes dans leur volonté d'apporter une contribution substantielle aux efforts pour endiguer et arrêter cette pandémie dévastatrice. Ils ont reconnu la nécessité d'une riposte plus énergique pour sauver des vies et mettre fin à la pandémie dès que possible. Dans ce contexte, ils ont recommandé des initiatives nouvelles et audacieuses pour avancer sur la voie de la paix, du développement durable, de l'égalité entre hommes et femmes, de l'autonomisation des jeunes, de la démocratie et des droits de l'homme.

La pandémie de COVID-19 est à l'origine de crises sociales, économiques et politiques. Elle a creusé les inégalités à l'intérieur des pays et entre eux et arrêté net les progrès en matière de développement durable, d'autonomisation des jeunes et d'égalité entre hommes et femmes. Les femmes et les jeunes ont été touchés de manière disproportionnée : les femmes ont été plus nombreuses que les hommes à perdre leur emploi et ont dû assumer une part plus grande encore des travaux ménagers et de nombreux jeunes se sont retrouvés sans travail ni accès à l'éducation.

La pandémie de COVID-19 a aussi contribué à accroître la violence envers les femmes et les filles, y compris sur Internet, rendant nécessaires un investissement plus grand dans les services pour rescapées, ainsi qu'une réglementation plus détaillée des plateformes en ligne et des entreprises de technologie. Comme en témoigne ce résumé, l'action parlementaire devrait prendre en compte les préoccupations particulières des femmes et des jeunes dans tous les domaines, de la paix à la démocratie et au développement durable. Les parlements doivent poursuivre leurs efforts pour renforcer le leadership des femmes et la parité entre les sexes dans tous les domaines, ainsi que pour accroître la représentation des femmes et des jeunes en politique.

Guidés par ces considérations, les participants se sont engagés à veiller à ce que les efforts de secours atteignent les groupes les plus vulnérables, et à ce que les vaccins, les tests et les traitements soient abordables et accessibles à tous. Ils ont reconnu qu'une crise de cette ampleur appelait une solution globale, et que c'était avec le multilatéralisme que l'on était le mieux placé pour la trouver.

#IPU142

Messages clés sur la paix et la sécurité

Le parlement est le lieu privilégié pour gérer les conflits de manière non violente et une tribune centrale qui se prête à des débats inclusifs sur les politiques à mettre en œuvre pour renforcer la résilience, consolider les institutions et assurer au mieux la sécurité des individus. Pour renforcer la résilience et développer les capacités de telle manière que les pays puissent se remettre de pandémies futures et d'autres chocs, les parlements doivent se concentrer sur les risques émergents et les mesures de prévention.

La COVID-19 a montré la nécessité de réduire les dépenses militaires et de modifier les priorités budgétaires pour répondre à la crise sanitaire et à son effet domino. Il faut accroître l'aide publique au développement et allouer les fonds directement à la reprise post-COVID.

Les parlements doivent appuyer un financement plus systématique de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits, qui non seulement fonctionne mais soit aussi d'un bon rapport coût-efficacité. Il est essentiel d'associer les femmes aux efforts de consolidation de la paix si l'on veut les voir aboutir et déboucher sur des accords de paix durables. Il est aussi impératif que chaque gouvernement ait un plan doté de fonds suffisants pour les femmes, la paix et la sécurité. Pour prévenir l'instabilité, les parlements doivent aussi axer leurs efforts sur les jeunes et veiller à ce qu'ils aient accès au monde du travail et des possibilités de formation.

Pour renforcer la paix et la sécurité et accroître la résilience et la sécurité humaine, les parlements doivent se préoccuper en priorité des risques émergents, agir à un stade précoce et développer les capacités d'action locales, y compris celles de la police locale et du secteur de la sécurité. Ils doivent être attentifs aux moyens à mettre en œuvre pour répondre à de tels risques et qui peuvent être utilisés plus largement aux niveaux local, régional et mondial et adaptés selon le contexte.

Le règlement des conflits et le maintien de la paix exigent des parlements qu'ils travaillent avec toutes les parties prenantes, y compris l'exécutif, le secteur privé, les milieux universitaires et la société civile. En accord avec l'option de l'UIP en faveur du multilatéralisme, les parlementaires doivent pousser plus loin leurs concertations et approfondir le dialogue entre eux à tous les niveaux – local, national, régional et mondial.

Il ne peut pas y avoir de paix, de sécurité et de développement durables si l'on ne fait rien pour s'adapter au changement climatique et préserver l'environnement. Les parlementaires doivent approfondir leurs efforts pour veiller à la mise en œuvre de tous les engagements internationaux pris à ce sujet.

Messages clés sur le développement durable

La pandémie de COVID-19 a montré que la véritable prospérité devait faire passer la santé avant la richesse. La prospérité devrait être conçue davantage en termes d'environnement sain, de meilleure qualité de la vie, de temps disponible pour s'améliorer et servir la collectivité. L'économie des soins – dont font partie le personnel de première ligne mais aussi ceux et celles qui gardent les enfants et s'occupent des personnes âgées – est emblématique de cette vision et devrait donc être valorisée et rémunérée davantage. Ceux et celles qui la font fonctionner méritent une protection sociale plus étendue. Il est nécessaire de renforcer les institutions, les règles et les politiques qui permettent de financer convenablement les emplois dans les secteurs de la santé, de la préservation de l'environnement, de l'éducation et d'autres composantes de l'économie des soins.

Les parlements doivent mieux reconnaître le rôle des femmes dans cette économie. Elles ont besoin d'un soutien financier pour continuer à faire leur travail non rémunéré, d'aide pour trouver des emplois en dehors des secteurs les plus touchés et d'un accès beaucoup plus large à des services de garderie abordables. Les subventions en espèces et d'autres programmes analogues doivent mieux cibler les femmes comme véhicule de distribution des aides aux communautés.

Il faut aussi investir davantage dans les emplois décents pour les jeunes et les encouragements à la création d'entreprises pour abaisser les niveaux élevés du chômage des jeunes. La pandémie ayant perturbé l'accès à une éducation de qualité et à la formation professionnelle, les parlements devraient privilégier la mise en place de systèmes d'éducation résilients auxquels enfants et jeunes puissent tous avoir également accès.

On ne peut pas s'occuper des personnes sans se soucier de la planète. Les parlements doivent favoriser le passage à l'économie verte par une plus grande progressivité de l'impôt, le revenu de base universel et d'autres politiques novatrices. Le système alimentaire actuel, qui laisse des millions de personnes affamées ou souffrant de malnutrition, crée des tonnes de déchets et s'appuie sur des chaînes d'approvisionnement vulnérables, doit être repensé. Les parlements doivent en particulier suivre de près la situation en matière de sécurité alimentaire et veiller à ce que leurs pays parviennent à l'autosuffisance dans ce domaine. Les systèmes alimentaires doivent reposer davantage sur les communautés locales et l'accès aux principaux intrants agricoles doit être plus équitable.

Messages clés sur l'accès aux vaccins

Les participants savent que la pandémie de COVID-19 ne s'arrêtera pas tant que, dans chaque pays, la grande majorité de la population ne sera pas vaccinée. En tant que bien public, les vaccins doivent être facilement accessibles à tous sur la planète, y compris les populations les plus vulnérables, à savoir les réfugiés, les demandeurs d'asile, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les apatrides, les autochtones, les migrants, quel que soit leur statut juridique, les personnes handicapées, les personnes détenues et les personnes vivant dans des zones sous le contrôle de groupes armés non étatiques.

Les parlements doivent s'élever contre le nationalisme vaccinal et plaider pour que les vaccins soient gratuits et accessibles à tout un chacun, pas seulement aux habitants des pays riches. Les pays à haut revenu doivent accroître leur soutien à l'initiative COVAX et à d'autres efforts multilatéraux entrepris pour mettre un terme à la pandémie. Il est aussi essentiel de renforcer les infrastructures de santé publique et la communication avec le public, notamment par le biais des technologies numériques, et de prendre les mesures de santé publique appropriées pour protéger les populations.

À quelques exceptions près, les parlementaires qui se sont exprimés sur la question à l'étude actuellement à l'OMS d'une levée temporaire des brevets sur les vaccins, se sont montrés généralement favorables à une telle mesure. Ils ont fait observer que le fait de permettre la production de génériques de vaccins pourrait élargir l'accès aux vaccins dans les pays en développement dont seule une fraction de la population a été vaccinée jusqu'à présent. Dans le règlement de cette question, il conviendra de mettre en balance, d'un côté, les arguments selon lesquels les brevets constituent une incitation financière majeure à la recherche et à la mise au point de nouveaux vaccins et, de l'autre, les préoccupations de santé publique ainsi que l'appui considérable qu'ont reçu les détenteurs de brevets par le biais des subventions gouvernementales, des investissements publics et des contrats d'achats.

Messages clés sur la démocratie et les droits de l'homme

De toute évidence, la pandémie a mis la démocratie à dure épreuve. De nombreux pays ont proclamé l'état d'urgence qui, dans certains cas, a limité de manière abusive les libertés personnelles. La liberté d'expression a été sacrifiée sous le couvert de la lutte contre la désinformation. Il y a eu des restrictions à l'intégrité des médias, allant jusqu'à l'incarcération de journalistes ; et des restrictions aussi à l'intégrité et à la sécurité de la personne, y compris un emploi excessif de la force et des arrestations arbitraires. Dans nombre de pays, les élections ont été reportées, parfois sine die.

Les parlements doivent exercer un contrôle scrupuleux et rapide sur toute mesure d'urgence ou restriction aux libertés fondamentales et aux droits de l'homme. Les mesures doivent être prises de manière démocratique, être proportionnées, limitées dans le temps, nécessaires et légales. Les parlements doivent lutter contre les théories du complot et les fausses informations et affronter la haine, le racisme, la xénophobie et le nationalisme, qui sont en progression. La prise de décision et les concertations politiques en général doivent reposer sur des faits et des preuves scientifiques. Prise globalement, une telle démarche peut aider à rétablir la confiance entre gouvernements et citoyens.

La pandémie offre aux parlements une occasion à ne pas laisser passer, celle de devenir plus forts. Comme beaucoup ont recouru au télétravail ou à des modes de travail hybrides, la modernisation s'est accélérée et leur a permis de gagner en flexibilité et en efficacité. Pourtant, rien ne saurait remplacer les échanges face à face entre les parlementaires et leurs électeurs, qui sont si essentiels au dialogue, à la négociation et au compromis.

En réfléchissant sur les nombreuses conséquences de la pandémie sur la paix et la sécurité, le développement durable et la démocratie, les parlements et les décideurs, où qu'ils se trouvent, devraient retenir cette leçon primordiale : l'humanité est une, comme est une et unique la planète sur laquelle elle coexiste.